

LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 43

MONTRÉAL, LE MERCREDI 21 FÉVRIER 1996

75c + TPS + TVQ / Toronto 1\$

PERSPECTIVES

Un peuple en attente et sur ses gardes

Si les victoires péquistes dans La Prairie et Jonquière, lundi, sont révélatrices de quoi que ce soit, c'est du sentiment d'un peuple qui est en attente de voir à l'œuvre le nouveau gouvernement Bouchard. Mais d'un peuple aussi qui est sur ses gardes et qui refuse, comme l'ont montré 45 % des électeurs de La Prairie, de mettre tous ses œufs dans le panier du Messie souverainiste descendu sur Québec. Malgré sa popularité immense, Bouchard ne fait pas plus l'unanimité que ne le faisait le gouvernement Parizeau.

L'autre révélation de ces élections partielles (celle de La Prairie, du moins), c'est la persistance de l'appui accordé à l'Action démocratique de Mario Dumont. Le candidat Jean Dion a récolté plus de 11 % des suffrages, ce qui représente un gain de presque quatre points de pourcentage par rapport aux élections générales de 1994. En chiffres absolus, on ne parle que d'une centaine de voix de plus qu'il y a 17 mois. Mais le fait est significatif. Plusieurs observateurs, dont j'étais, avaient prédit qu'avec l'arrivée de Lucien Bouchard, un modéré, le PQ pourrait récolter l'appui de l'électorat adéquat. Or, il n'en est rien, au contraire.

Ce succès relatif de l'ADQ éclaire cruellement l'impuissance du Parti libéral de Daniel Johnson à enregistrer quelque progrès dans l'électorat, et ce même après un an et demi dans l'opposition. La campagne de dénigrement savamment orchestrée contre la candidate parachutée du Parti québécois n'y a rien fait. L'appui aux libéraux dans La Prairie a même chuté d'un ou deux points de pourcentage. La victoire de Monique Simard était certainement assurée.

Le député sortant Denis Lazure avait récolté 55 % d'appui en 1994 et le OUI a fait 60 % le 30 octobre. Mais les libéraux espéraient y faire des gains. La preuve que cela aurait été possible est que l'Action démocratique y est parvenue. Cela veut dire qu'une proportion d'électeurs préfère encore se tourner vers le parti de Mario Dumont que vers celui de Daniel Johnson pour exprimer son mécontentement ou son scepticisme à l'endroit du gouvernement.

Le sens à donner au résultat du vote demeure cependant très incertain à cause du contexte. Les deux circonscriptions étaient acquises au PQ. M. Bouchard n'avait aucun opposant provenant de partis bien organisés et se présentait dans une région, le Royaume du Saguenay, on ne peut plus vendue à sa Cause. Le taux de participation au vote de 61 % dans Jonquière n'a rien d'exceptionnel. Quand Robert Bourassa a été élu dans une partielle (Saint-Laurent) sans adversaire péquiste en 1985 (il n'était pas parvenu à se faire élire aux élections générales...), 69 % des électeurs avaient exercé leur droit de vote.

En outre, nous vivons toujours en transition entre deux gouvernements. M. Bouchard n'a pris encore aucune décision majeure qui puisse soulever la controverse. L'électorat de ces deux circonscriptions n'était pas en mesure de le juger. Tout au plus, il pouvait donner la chance au coureur. C'est ce qu'il a fait.

Le succès péquiste ne permet de ne préjuger de rien pour l'avenir. Comme l'a souligné le professeur Louis Massicotte, les élections complémentaires, au Québec, sont d'excellents thermomètres de l'opinion publique, mais d'assez mauvais baromètres. Si elles permettent de prendre la température, de mesurer l'humeur de l'électorat au moment où elles ont lieu, elles sont de faible secours pour prédire l'avenir ou identifier à coup sûr les tendances électorales. Il en tient pour preuve la réélection du PQ en 1981 après une série de 11 défaites aux complémentaires durant les cinq années de son premier mandat.

Or, pour le moment, le thermomètre indique que l'humeur n'a guère évolué depuis septembre 1994. Le PQ a obtenu à peu près la même proportion de voix dans La Prairie lundi que lors des dernières élections générales, quelque 55 %, tout comme le PLQ avec 33 % des voix. L'ADQ fait un petit gain. C'est comme si l'on remettait le compteur à zéro.

Au cours des prochaines semaines, M. Bouchard sera mis à l'épreuve du réel. Jusqu'à présent, il a tenu des discours et modifié l'organigramme du gouvernement. Sa présence à l'Assemblée nationale, à compter de la mi-mars, ou un peu plus tard, le forcera à répondre quotidiennement aux attaques d'une opposition qui s'est montrée agressive au cours de la dernière année. Son «impatience» sera testée jour après jour. Par la suite, il terminera la préparation du budget et assumera les conséquences des décisions douloureuses qu'il annonce. Certes, lundi, et avec raison, il appelait les Québécois à définir un nouveau pacte social en faveur du redressement des finances publiques. Il va réunir les agents économiques à une conférence, fin mars, pour chercher à dégager des consensus. Mais il fera des mécontents, c'est inévitable. L'élection complémentaire qui doit avoir lieu dans la circonscription laissée vacante par M. Parizeau, L'Assomption, dans quelques mois, devrait être à cet égard plus révélatrice du jugement de l'électorat.

Agenda.....B6	MÉTÉO
Avis publics.....B5	Montréal Pluie cessant en après-midi. Max: 5
Classées.....B6	Québec Pluie. Max: 2
Culture.....B7	Détails en B 4
Économie.....B1	
Éditorial.....A8	
Le monde.....A6	
Mots croisés.....B6	
Les sports.....B5	

MONTRÉAL

Bridgestone lance un ultimatum

PAGE A 3

LES ACTUALITÉS

Les enseignants proposent des économies de 100 M \$

PAGE A 4

POLITIQUE

Vers une privatisation partielle de l'immatriculation

PAGE A 5

Dorval récupère les vols internationaux

Retour imminent de Lufthansa à Montréal avec Air Canada

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

C'est fait. Le scénario ébruité par le maire de Montréal, Pierre Bourque, il y a deux semaines verra le jour, non pas sans avoir soulevé bien des passions. Dans le but de corriger une erreur vieille de 20 ans et de replacer Montréal face aux nouvelles réalités de l'aviation civile, les vols réguliers internationaux seront rapatriés à Dorval, permettant à ce centre aéroportuaire de rétablir un système de correspondances, l'aéroport de Mirabel étant ainsi invité à relever le défi de la survie avec sa nouvelle vocation axée autour des vols tout cargo et des vols

nolisés. Le tout doit entrer en vigueur en avril 1997. L'élément déclencheur de cette volte-face des Aéroports de Montréal (ADM) — alors qu'il y a à peine deux ans on présentait encore le *statu quo* comme étant la seule solution viable pour Montréal — a été ce départ-surprise de Lufthansa, en octobre dernier, qui faisait écho à celui de Canadien International, d'Alitalia, et qui a été suivi par le déménagement, à Toronto, du siège social KLM et les rumeurs (non confirmées) de départ de British Airways. Air Canada étant appelé à piloter cette «renaissance» de Dorval en tant que centre aéroportuaire international, l'on s'attend dans l'industrie, à ce que le transporteur puisse contribuer à stopper l'hémorragie, voire à

renverser la vapeur en rétablissant de nouvelles routes entre l'Europe et l'Amérique du Nord via Montréal. On pense à Montréal-Bruxelles et à la reprise d'une liaison entre Montréal et l'Italie, une liaison coupée par l'abandon de Canadien de ses activités à Mirabel. Mieux, l'on s'attend à ce qu'Air Canada favorise le retour de Lufthansa en vertu d'un nouveau partenariat à grand déploiement entre les deux transporteurs, une entente que l'on dit similaire à celle élaborée avec United Airlines, et susceptible d'être annoncée sous peu. Le président d'ADM, Jacques Auger, a fait ressortir

VOIR PAGE A 10: DORVAL

Deux grands chefs?



PHOTO JACQUES NADEAU

LE GRAND CHEF par intérim du conseil de bande de Kanesatake, James Gabriel (à gauche), avec cinq autres chefs du conseil, dont Robert Gabriel (à droite), refuse de se soumettre à la demande de dissolution de l'ancien grand chef Jerry Peltier, qu'il remplacera jusqu'à nouvel ordre. Nos informations en page A 4.

Le Walesa chinois

La Chine est menacée par l'explosion sociale, prétend Han Dongfang

Un peu partout en Chine, des mouvements ouvriers sont en gestation, qui pourraient un jour bouleverser la situation dans ce vaste pays-continent de 1,2 milliards d'habitants, au moment où le vieux leader Deng Xiaoping s'appête à passer la main. *Le Devoir* a rencontré hier Han Dongfang, leader des syndicats indépendants en exil forcé, qui pose un diagnostic sceptique sur le «miracle économique chinois».

FRANÇOIS BROUSSEAU
LE DEVOIR

Victime à la fois d'un capitalisme primitif digne du 19^e siècle, et d'une impitoyable tyrannie politique, la Chine post-maoïste est une bombe à retardement, menacée par une explosion sociale que seul pourrait canaliser l'avènement de syndicats indépendants.

Tel est le message de l'un des plus célèbres enfants terribles du Printemps de Pékin de 1989. Un syndicaliste qui, depuis son exil forcé à Hong-Kong, tente d'organiser ses compatriotes et d'informer le monde de la réalité quotidienne que vivent les quelque 150 millions d'ouvriers chinois.

Après Wei Jingsheng l'intellectuel qui a pris, par deux fois, 15 ans de taule pour avoir brandi la Charte universelle des droits de l'homme et chanté «Liberté, Égalité, Fraternité», après Wang Dan l'étudiant, leader



PHOTO JACQUES NADEAU

Le «miracle économique chinois», dit Han, est largement un leurre. Un leurre qui cache une misère économique croissante et une exploitation économique qui n'est balisée par aucune loi autre que celles du marché et de l'arbitraire étatique.

VOIR PAGE A 10: CHINE

Dufour et Godbout contraints à la neutralité politique?

Syndicats et patronat s'unissent pour dénoncer le projet de loi sur l'éthique et la déontologie

KONRAD YAKABUSKI
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La promesse de Jacques Parizeau de rétablir le «lien de confiance» entre les citoyens et les administrateurs de l'État par voie d'une loi sur l'éthique et la déontologie priverait les débats publics de centaines de ses participants les plus engagés.

En effet, syndicats et patronat s'unissent pour dénoncer le projet de loi, déposé peu avant le départ de l'ancien premier ministre, qui imposerait un devoir de «neutralité politique» à leurs représentants qui siègent aux conseils d'administration des divers organismes de l'État. En tout, ce sont entre 1200 et 1600 membres «à temps partiel» des conseils de ces organismes, y compris les sociétés d'État, qui se verraient privés de leur droit de parole publique en vertu d'un article peu remarqué du projet de loi.

En l'occurrence, le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Clément Godbout, et le président du Conseil du Patronat du Québec, Ghislain Dufour, s'allient pour une rare fois dans le même combat. Ils s'offusquent de ce que le gouvernement leur demande de sur-

VOIR PAGE A 10: ÉTHIQUE

Évolution du français au Québec

Québec juge le bilan alarmiste et incomplet

Un comité interministériel modifie le premier rapport des experts

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Il y aura deux versions du bilan de l'évolution du français au Québec. Jugée trop alarmiste et incomplète, la première est en réécriture, a appris *Le Devoir*.

C'est le 7 septembre dernier que le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Louise Beaudoin, annonçait la création d'un comité interministériel ayant pour mandat de décrire et d'analyser l'évolution de la situation de la langue française dans les différents domaines de l'aménagement linguistique, particulièrement comme langue de travail, du commerce et des affaires, de l'enseignement, de l'intégration linguistique des immigrants, de l'information scientifique et technique ou de l'expression culturelle.

La présidence de comité a d'abord été confiée à Marcel Masse, alors président du Conseil de la langue française, qui a été nommé plus tard délégué général du Québec à Paris. C'est la présidente de l'Office de la langue française, Nicole René qui a pris la relève. Essentiellement, ce comité est composé des sous-ministres des ministères concernés ainsi que de

VOIR PAGE A 10: BILAN

LE DEVOIR

MONTREAL

BIOGRAPHIES
SOLDE 30%
Champigny Jusqu'au 23 février 1996

Les mises en disponibilité dans le réseau de la santé

Le coût du désœuvrement frisera les 110 millions l'an prochain

Les hôpitaux préconisent des programmes de mise à la retraite et un assouplissement des règles d'affichages de postes

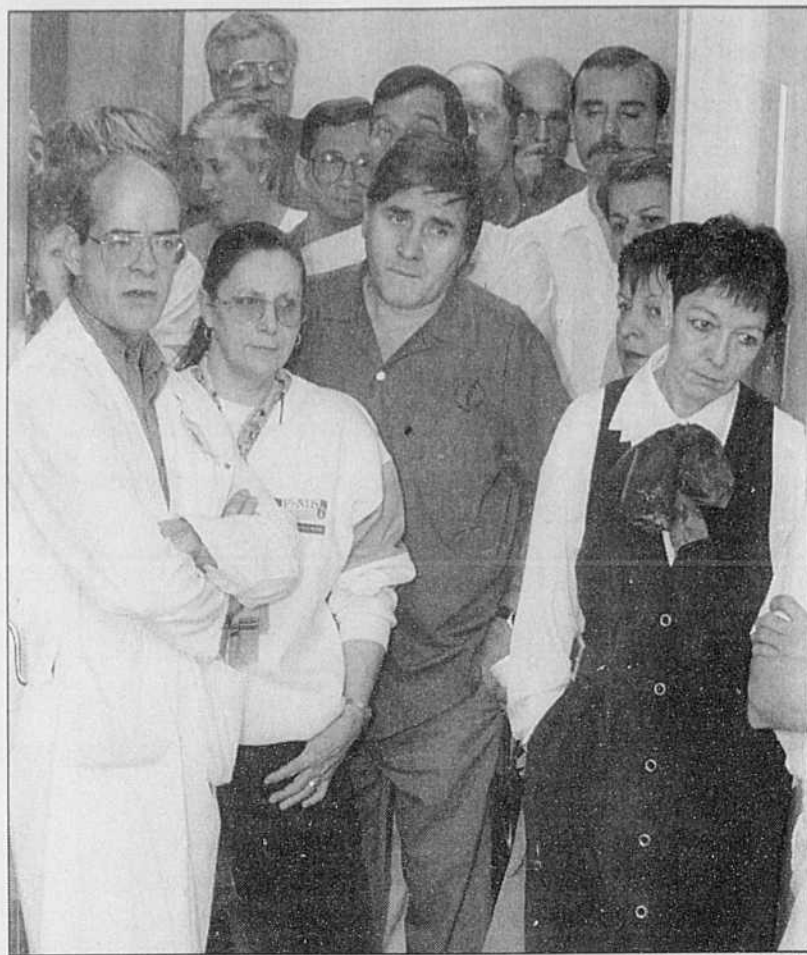
ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

PHOTO JACQUES NADEAU

Pris à la gorge par les compressions, les hôpitaux pressent Québec d'investir dans des programmes de départs à la retraite pour leurs employés, à défaut de quoi le redéploiement de la main-d'œuvre affectée par les fermetures d'hôpitaux sera une catastrophe. Selon l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ), le coût des employés mis en disponibilité, payés à plein salaire, s'élève déjà à six millions cette année et pourrait friser les 110 millions l'an prochain.

Hier, l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) a fait le point sur les multiples difficultés qui se dressent sur son chemin pour replacer les employés touchés par la réorganisation du réseau.

D'après un sondage réalisé par l'AHQ, près de 12 % des 1300 employés actuellement en disponibilité et payés à plein salaire dans le réseau des hôpitaux ne sont pas utilisés. «Pour avoir le portrait total, il faut ajouter les cadres. On peut évaluer que nous payons environ 10 millions de dollars cette année pour des gens qui ne travaillent pas», a exposé hier Jacques A. Nadeau, vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec.

Conformément aux conventions collectives actuelles, tous les employés du réseau de la santé ayant plus de deux ans d'ancienneté à temps plein détiennent la sécurité d'emploi à vie en cas de mise à pied. Ils ont droit de recevoir leur plein salaire, et ce, jusqu'à l'âge de la retraite, jusqu'à ce qu'un poste leur soit trouvé.

Or, l'avenir proche risque de placer les hôpitaux dans une situation intenable, soutient l'AHQ. Dès l'an prochain, environ 5100 salariés du réseau des hôpitaux se retrouveront en disponibilité quand les hôpitaux fermeront leurs portes, seront

À l'instar des employés de l'hôpital Saint-Michel, plus de 5100 employés du réseau de la santé risquent de se retrouver en disponibilité l'an prochain et d'être payés à plein salaire sans avoir de travail en vue, estime l'AHQ.

convertis ou que des fusions d'établissements seront réalisées. Si seulement 60 % de ce personnel est remplacé, près de 82 millions pourraient être versés à des personnes qui ne travaillent pas, évalue M. Nadeau.

Si l'on ajoute à cela quelque 900 cadres du réseau de la santé qui peineront à se trouver du travail, le coût de la «non-utilisation» de l'ensemble du personnel mis en disponibilité pourra grimper à quelque 112 mil-

lions l'an prochain, ajoute-t-il. Et selon l'AHQ, ces chiffres sont basés sur la conjoncture actuelle, et non sur les compressions qui risquent de s'ajouter à la myriade de coupes déjà prévues par le gouvernement au cours des trois prochaines années.

C'est pourquoi les hôpitaux pressent Québec d'investir dans des programmes de mise à la retraite pour favoriser le départ anticipé de ses employés. «À l'exemple d'Alcan, de

Bell ou du gouvernement fédéral, il faut que le gouvernement fasse un effort plus grand pour mettre des gens à la retraite si on veut passer à travers cet exercice de redéploiement», soutient M. Nadeau.

À Montréal, précise l'AHQ, il faudrait qu'un tel plan s'adresse aux employés de tous les hôpitaux, contrairement à celui proposé par la Régie régionale de la Santé de Montréal qui ne vise que les employés des hôpitaux appelés à fermer.

Par ailleurs, l'AHQ réfute les accusations de la CSN selon lesquelles les employeurs retarderaient sciemment la confection de leurs plans de main-d'œuvre pour les prochaines années et invoque plutôt la complexité de l'opération. Déterminer à l'avance le nom de la personne titulaire d'un poste qui sera aboli dans trois ans, c'est toute une mission», a souligné M. Nadeau.

Plusieurs règles des contrats de travail devront être assouplies si on souhaite réaliser le redéploiement de la main-d'œuvre, estiment les hôpitaux. L'AHQ croit notamment qu'il faut revoir la clause prévoyant qu'un employé doit être replacé dans un poste situé dans un rayon de moins de 50 km de sa résidence. «Sinon, cela veut dire qu'on ne pourra replacer aucun des employés en disponibilité en Abitibi». Les hôpitaux espèrent discuter de cela, et de la complexité du système d'affichage des postes, lors de négociations qui doivent amorcer en mars avec les syndicats. «Il faut qu'on allège le processus d'affichage de poste, sinon ça peut prendre jusqu'à six mois pour combler un poste vacant», a fait valoir hier Pierre Joron, directeur des ressources humaines à l'AHQ.

«Il faut s'asseoir, à la lumière de ce qu'on sait, pour revoir et simplifier ce processus. Il en va autant de l'intérêt des associations syndicales que du nôtre, si l'on veut replacer le maximum d'employés», a insisté M. Nadeau.

Ultimatum de Bridgestone

Les grévistes devront accepter les offres vendredi, sinon...

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Les 734 grévistes de la compagnie Bridgestone-Firestone, à Joliette, se prononceront vendredi en assemblée sur les mêmes offres patronales qu'ils ont déjà rejetées à plus de 83 % le 6 février, après plus de cinq mois de grève.

De retour de Nashville (Tennessee) où se trouve le siège de la société, le directeur de l'usine, Alain Déry, a transmis lundi soir ces offres inchangées. L'employeur estime que les 13 millions de dollars qui viendraient s'ajouter à la masse salariale constituent «l'offre la plus équitable et la plus généreuse que l'entreprise puisse faire dans les circonstances actuelles».

Bridgestone ajoute cependant à son offre «finale» un protocole de retour au travail, offrant de rappeler les 734 grévistes même si la capacité de production de l'usine a diminué depuis l'été. Aucune mesure disciplinaire ne sera prise; toutes les plaintes pénales contre les salariés sont retirées, «à l'exception du syndicat et de ses dirigeants» — une épée de Damoclès de 243 500 \$. L'employeur abandonne sa réclamation (au syndicat) de plusieurs millions de dollars en raison de la perte de sommes auxquelles il prétend avoir droit. Le protocole reconnaît l'ancienneté des salariés pour la période de l'arrêt de travail.

Les conséquences d'un NON sont de taille. Si la réponse est négative aux offres et au protocole qui — c'est l'exigence de l'employeur — ne devrait subir aucune retouche, «le déménagement des équipements» vers d'autres usines commence le lundi 26 février, entraînant une diminution de la production de 25 %.

Le président du syndicat, Jean-Marie Bourret, et son comité de négociation, évaluaient hier avec leurs conseillers syndicaux l'impact de cette offre. Le vice-président du syndicat affilié à la CSN, Michel Paradis, insiste sur l'importance du conseil syndical élargi qui se réunit dès aujourd'hui pour jacter l'opportunité de présenter une proposition

précise aux grévistes vendredi, ou pour laisser le vote intervenir après une période d'explications et un débat.

Le 6 février, la consigne donnée aux grévistes fut de rejeter les offres. 17 jours plus tard, la donne a fortement changé et les pressions des élus et des corps intermédiaires se multiplient. «Nous sommes sortis sur une question de respect, dit le vice-président Paradis; vous comprendrez que l'on veuille respecter toutes les idées qui nous seront transmises».

Le ministre du Travail, Matthias Rioux, avait émis vendredi dernier un communiqué optimiste au sujet du conflit en cours; il disait prendre en compte la «reprise du dialogue» et jugeait de bon augure qu'aient repris des négociations susceptibles de «déboucher sur un règlement rapide du conflit de travail».

La partie patronale a offert hier une visite guidée de l'usine aux reporters présents à Joliette et a fait parvenir aux salles de rédaction un dossier de presse étalant une quinzaine de «mythes et réalités» sur le conflit où, se défend-elle, elle n'a jamais rompu les contacts. Bridgestone déplore qu'on ait pu grossir ou déformer des incidents remontant parfois à 1992 et nie que les relations de travail à l'usine de Joliette soient pourries.

Environ 900 personnes, dont 734 syndiqués, trouvent du travail dans cette usine de Joliette. Le salaire minimum annuel pour les syndiqués de la production y était, en septembre dernier, de 38 000 \$ (sans les primes et sans les heures supplémentaires). Un employé rémunéré au rendement peut toucher 58 000 \$ par an, sans compter les heures supplémentaires et les primes qui peuvent porter ses gains à 100 000 \$, selon la compagnie. L'horaire de 12 heures est entrecoupé d'au moins trois pauses et il s'étale sur 155 jours par an. Les vacances vont de 2 à 6 semaines suivant l'ancienneté. La masse salariale des travailleurs syndiqués de la Bridgestone de Joliette injecte environ 40 millions dans l'économie de Lanaudière.

L'hôpital Saint-Laurent vit ses derniers moments

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

L'hôpital de Saint-Laurent amorcera sa fermeture dès la semaine prochaine. À compter du 29 février, l'urgence fermera ses portes dès 22 heures et toutes les chirurgies, les services médicaux et les services diagnostiques seront fermés à compter de la mi-mars.

L'hôpital de Saint-Laurent, dont la fermeture a été annoncée en juin dernier par la Régie régionale de la Santé, en est donc à ses derniers moments. Hier, le président du conseil d'administration, François Marseille, a aussi souligné que les activités des cliniques externes seront progressivement réduites à compter du 1er mars. Quant aux interventions prévues après le 15 mars, elles seront transférées ailleurs avec l'accord du médecin et du patient traité.

«Nous sommes ainsi assurés que les derniers patients admis à l'hôpital recevront leur congé avant la fermeture. Il sera alors possible d'éviter des transferts physiques de patients», a indiqué M. Marseille dont l'hôpital de 124 lits n'héberge plus que 57 patients.

Après la fermeture complète, le 1er avril, les dossiers médicaux des patients seront transférés à la Régie régionale de la Santé qui déterminera au cours des prochaines semaines l'endroit et la façon d'y avoir accès. Une lettre sera adressée à toutes les personnes qui ont été admises à l'hôpital au cours de la dernière année pour les informer de la fermeture progressive des services et de la localisation de leur dossier médical.

Hier, un porte-parole de la communauté à la Régie, Louis Côté, a indiqué que 60 000 dépliants seront distribués dans à Saint-Laurent pour indiquer aux gens les hôpitaux, les cliniques et les CLSC qui prendront la relève. En raison d'une erreur réalisée dans ce plan, qui localisait l'hôpital Général Jui à l'hôpital Sainte-Justine (!), la Régie devra retarder d'une semaine la distribution de ce document d'information.

Dans le cas des visites à l'urgence, on prévoit que les patients seront redistribués notamment dans les hôpitaux Santa Cabrini, Maisonneuve-Rosemont, Jean-Talon, Bellechasse et Notre-Dame.

Depuis la fermeture de l'hôpital Saint-Michel, en novembre, ces hôpi-

taux ont reçu 32 321 visites à l'urgence, soit curieusement environ 2000 de moins que l'an dernier. Quant aux ambulances, la fermeture de Saint-Michel s'est traduite par une hausse de 625 transports ambulanciers dans ces cinq hôpitaux. Quant à l'urgence de l'hôpital Saint-Laurent, on estime que sa fermeture aura un impact négligeable sur les hôpitaux environnants.

Dans son dépliant, la Régie indique les noms de dix cliniques où des consultations sans rendez-vous peuvent être obtenues. Or, la majori-

té ferment leurs portes à 17 heures et très peu sont ouvertes la fin de semaine. Un problème que la Régie prévoit régler par des rencontres entre les CLSC et les cliniques médicales du secteur pour mieux coordonner leurs services.

Quant aux 332 employés de l'hôpital Saint-Laurent, ceux qui détiennent la sécurité d'emploi seront mis en disponibilité au service de placement du ministère de la Santé. 55 d'entre eux pourront se prévaloir, s'ils le désirent, d'une indemnité de départ anticipé équivalant à six à 18 mois de salaire.

Vient de paraître

Autochtones et Québécois

La rencontre des nationalismes

Actes du colloque tenu en avril 1995

Volume publié sous la direction de Pierre Trudel

En vente dans les librairies Renaud-Bray

Recherches amérindiennes au Québec

6742, rue Saint-Denis Montréal H2S 2S2

Débat

À quelles conditions les Autochtones s'associeraient-ils à un Québec souverain ?

Les points de vue de Josée Legault et de Roméo Saganash

Le mercredi 28 février 1996 à 18 h
Librairie Renaud-Bray 1474, rue Peel Montréal

LIQUIDATION D'INVENTAIRE

Du 22 février au 3 mars 1996

Vêtements
Prêt-à-porter

50%
de rabais



the ROYAL ROBBINS co.



Vêtements isolés

40%
de rabais

chlorophylle
h. tech.



Vêtements et équipements
de ski de fond

30%
de rabais

SALOMON
ROSSIGNOL

alpina

I.G. LOUIS GARNEAU

FISCHER

SWIX Alizée



Boutique Courir

MONTREAL
4452, rue Saint-Denis
(angle Mont-Royal) ☎
499-9600 MONT-ROYAL

LONGUEUIL
1745, ch. Chambly
(angle Curé-Poirier)
674-4436

LAVAL
2524, Daniel-Johnson
(face au Carrefour Laval)
978-9822

ACTUALITÉS

Buchanan remporte le New Hampshire

Manchester (AFP) — Le commentateur ultra-conservateur Patrick Buchanan a remporté hier les élections primaires républicaines du New Hampshire, battant le sénateur Robert Dole.

Après le dépouillement de 89% des bureaux de vote, Pat Buchanan obtient 28% des voix, devant le sénateur Dole (26%), l'ex-gouverneur du Tennessee Lamar Alexander (23%) et le millionnaire Steve Forbes (12%).

Auparavant, à la fermeture des bureaux de votes dans cet État du nord-est des États-Unis, toutes les chaînes de télévision américaines avaient indi-

qué que les premiers résultats étaient trop serrés pour qu'elles se hasardent à prédire le vainqueur final du scrutin.

La participation à cette élection primaire, la première de la longue course à la Maison Blanche, a été particulièrement importante, de nombreux électeurs indépendants venant participer à la primaire républicaine. Selon les sondages sorties des urnes réalisés par les chaînes américaines, Pat Buchanan et Lamar Alexander ont tous deux profité du vote indépendant.

Un des facteurs essentiels dans les choix des

électeurs du New Hampshire a été, d'après ces sondages, la volonté de condamner le ton négatif des publicités télévisées des candidats. Pat Buchanan et Lamar Alexander, qui avaient critiqué les messages télévisés du sénateur Dole, ont également profité de cette attitude de l'électorat.

Robert Dole était considéré comme le grand favori de la course à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle du 5 novembre et sa deuxième place dans le New Hampshire pourrait porter un coup sévère à ses ambitions de succéder à Bill Clinton à la Maison Blanche.

ÉTHIQUE

SUITE DE LA PAGE 1

soir à leurs positions politiques tout simplement parce qu'ils servent d'administrateurs à temps partiel — et non rémunérés — à des organismes publics.

«Je n'ai jamais été impartial de ma vie», a tonné dans une entrevue hier M. Godbout, qui siège aux conseils d'administration de, entre autres, la Caisse de dépôt et placement et de la Société de développement industriel du Québec. «Sérieusement, mon travail de représentant dans la FTQ, c'est de défendre les intérêts des membres, de critiquer un certain nombre de choses.»

Dans une lettre envoyée à la commission permanente des Institutions, qui a ouvert hier une consultation publique sur le projet de loi 131, la FTQ se dit «prête à admettre que les règles doivent s'appliquer aux personnes siégeant dans les organismes gouvernementaux, mais pas au point d'abdiquer sa liberté d'expression, de défense et de représentation de ses membres.»

Alors que M. Godbout exige le retrait pur et simple de ce projet de loi «tellement tardu», M. Dufour, qui lui aussi siège à de nombreux organismes de l'État — dont la CSST et la Société québécoise du développement de la main-d'œuvre — serait disposé à l'accepter à condition que le gouvernement y apporte des modifications importantes. Il est essentiel, par exemple, que le gouvernement exempte des dispositions de la loi des administrateurs à temps partiel, sinon il ne pourra plus compter tous les administrateurs dont il se priverait. Ironie du sort, l'adoption du projet de loi 131 priverait également le gouvernement péquiste de l'appui public de quelques-uns de ses plus fervents alliés souverainistes, dont celui de M. Godbout et ses vis-à-vis aux autres centrales syndicales, ainsi que celui du président du conseil d'administration d'Hydro Québec, Yvon Martineau. Au grand dam du chef de l'opposition Daniel Johnson, M. Martineau a déclaré l'année dernière au *Devoir* qu'il était souverainiste et qu'«on [allait] le savoir».

Or, l'article 6 du projet de règlement qui accompagne le projet de loi 131 concernant l'éthique et la déontologie stipule que «l'administrateur public est tenu de faire preuve de neutralité politique dans l'exercice de ses fonctions et de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques». Selon Jacques Bourgault, professeur d'administration publique à l'UQAM, il s'agit quelque peu d'un «remède de cheval». «Pour que ce soit clair, il

faudrait que la loi fasse la distinction entre les gens qui siègent à temps plein [comme M. Martineau] et ceux qui le font à temps partiel, parce que ces derniers ont des responsabilités qui sont d'un tout autre ordre», soutient M. Bourgault, qui estime qu'entre 1200 et 1600 administrateurs publics à temps partiel seraient visés par cette loi.

«On peut se demander s'il est raisonnable dans une société libre et démocratique d'empêcher les gens de manifester un engagement politique alors qu'il siègent à temps partiel dans un organisme public où ils contribuent soit pour amener leur expertise soit parce que le groupe qu'ils représentent a un intérêt» dans les dossiers traités par l'organisme.

C'est le cas notamment de M. Dufour, qui en tant que membre des conseils d'administration de la CSST et de la SQDM, se dit obligé de représenter les positions de ces membres — la grande entreprise sur les grandes questions de formation et de conditions de travail abordées dans ces deux instances.

Le président du CPQ trouve également à redire aux articles du règlement qui le contraindraient à respecter la nature confidentielle des dossiers traités par les organismes qu'il administre et à «divulguer par écrit toutes les offres sérieuses d'emploi qui risquent de le placer en conflit d'intérêts» par rapport à l'organisme. En tant que porte-parole du patronat, M. Dufour dit devoir constamment consulter ses membres sur les dossiers abordés par la CSST et la SQDM. Il se demande si cette consultation serait interdite par le devoir de confidentialité que lui imposerait le projet de loi 131.

Pour sa part, le protecteur du citoyen Daniel Jacoby a également critiqué hier l'article 6 sur la neutralité politique des administrateurs. Une telle obligation devrait être «balisée afin de tenir compte de la réalité de certains conseils». Sinon, a poursuivi Me Jacoby, certains membres de ces instances comme MM. Dufour et Godbout «ne pourront pas respecter cette norme sans manquer à leur mandat». MM. Godbout et Dufour disent tous deux avoir de la difficulté à croire que le gouvernement aurait délibérément voulu les faire taire en les soumettant aux mêmes règles d'éthique que les grands administrateurs de l'État. «J'espère que ça a été fait par un manque de rigueur et non pas par un manque de respect», a tranché le président de la FTQ. Un projet de loi «écrit un peu rapidement», renchérit le porte-parole du CPQ.

BILAN

Le MQF craint le pire

SUITE DE LA PAGE 1

quelques hauts fonctionnaires.

Simultanément, pour colliger les données et réaliser le bilan, la ministre mettait sur pied un «groupe technique», formé de fonctionnaires et d'experts, dont Michel Plourde, chargé de la rédaction du rapport. Il y a déjà plusieurs semaines que le groupe technique a transmis son bilan au comité interministériel. Inattendu de la description de la situation, le comité interministériel a entrepris de le modifier et s'est mis à la réécriture. À l'époque, Marcel Masse avait fixé au début de janvier la publication du bilan. *Le Devoir* a appris que l'échéance a été repoussée à la fin mars.

Du côté du gouvernement, l'on fait valoir que le bilan du groupe technique avançait des interprétations abusives et manquait de neutralité. «Il faut que le document soit le plus complet, le plus précis et le plus à jour possible», a expliqué au *Devoir* un haut fonctionnaire, soulignant notamment que certaines études n'avaient pas été intégrées au rapport du groupe technique. Le comité interministériel a d'ailleurs convoqué le rédacteur du document-synthèse, Michel Plourde, et lui a exposé ses griefs.

Informés de l'opération de révision amorcée par les sous-ministres, les dirigeants du Mouvement-Québec-Français ont discuté le coup à leur dernière réunion. Ils poursuivront la discussion demain soir et jugeront des mesures à prendre pour sensibiliser l'opinion publique.

Le président du MQF, Guy Bouthiller, croit savoir que le comité interministériel est en train de faire subir «un traitement spécial» au bilan du groupe technique, pour l'édulcorer, le rendre inodore et incolore. «Cela m'inquiète, parce que c'est un travail qui a été fait très sérieusement. Le problème linguistique est sérieux et ce n'est pas vrai qu'on peut voir uniquement la vie en rose.»

De l'avis de M. Bouthiller, si les griefs du comité interministériel sont fondés, s'il a identifié des failles sérieuses, qu'il soumette le rapport à l'examen d'experts indépendants ou qu'il le publie. «Pourquoi ne nous montre-t-on pas la première version.»

Quoi qu'il en soit, le MQF craint le pire et se prépare à sonner l'alarme. Les récentes interventions de leaders souverainistes lui font croire que le gouvernement prépare peut-être un virage pour satisfaire la minorité anglophone. «On est en train de laisser les esprits s'adapter à l'idée du séparatisme linguistique à Montréal», dit Guy Bouthiller, qui promet que le MQF fera tout pour mobiliser les Québécois pour contrer cette nouvelle offensive contre le français.

DORVAL

SUITE DE LA PAGE 1

hier l'urgence de la situation. «Les conclusions de nos études et de nos analyses sont claires et démontrent que nous pouvons tirer profit de la nouvelle réalité du transport aérien mais, qu'à l'inverse, nous risquons beaucoup si nous ne pouvons nous adapter.» En d'autres mots, a-t-il ajouté, «le nouveau contexte du transport aérien confirme que le *statu quo* compromettrait l'avenir de nos aéroports et aurait un impact négatif sur le développement économique de la région. Le *statu quo* est donc inacceptable.»

Hier grand défenseur du *statu quo* perpétuant la réputation de centre aéroportuaire cul-de-sac accolée à Montréal, M. Auger a reconnu hier, au cours d'une conférence de presse devancée de 24 heures, que cette dualité aéroportuaire constituait désormais «une menace à l'existence des vols intercontinentaux, Montréal risquant à moyen terme de perdre plus de la moitié de ceux-ci. [Cette dualité] nous empêche de profiter pleinement de l'entente «ciel ouvert» [entre le Canada et les États-Unis] et de la nouvelle politique sur les vols internationaux étant donné l'absence de correspondances rapides en raison de l'actuelle division des vols entre Dorval et Mirabel». Le *statu quo* menace également la survie de destinations transatlantiques qui ont particulièrement besoin d'un apport de passagers en correspondance venant du Canada et des États-Unis. «Enfin, le *statu quo* rend notre trafic intercontinental vulnérable aux assauts des «hubs» [plaques tournantes] américains.»

En vue de corriger le tir, le conseil d'administration d'ADM a ainsi approuvé un plan prévoyant cette nouvelle vocation des deux aéroports montréalais devant entrer en vigueur en avril 1997. Vouloir faire de Dorval une importante porte d'entrée nord-américaine impliquera un investissement de 185 millions, d'ici 1999, dans la réalisation des aménagements nécessaires pour accueillir les vols internationaux. Ces plans prévoient la construction d'une jetée internationale pouvant accueillir huit gros porteurs, l'agrandissement de la salle des arrivées, l'ajout de 3100 nouvelles places de stationnement et l'emplacement, sous l'aérogare, d'une gare ferroviaire pour desservir par la suite les trains de banlieue et les trains «intercity».

Cet investissement additionnel, qui s'ajoute aux dépenses d'investissement de 190 millions déjà prévues pour les deux aéroports (ces derniers investissements devant créer 855 emplois), sera financé par l'introduction, dès octobre prochain, de frais d'amélioration aéroportuaire ajoutés au prix du billet aux passagers en partance de Dorval. Ces frais additionnels varieront entre 5 \$, 7,50 \$ et 10 \$, selon que la destination est canadienne, américaine ou internationale. Au chapitre des retombées, ADM chiffre à 840 le nombre d'emplois créés au cours des trois années dédiées aux travaux de construction. Quant aux retombées dites durables, ADM prévoit l'addition de 650 000 passagers, en sus de la croissance normale attendue d'ici l'an 2000, ce qui devrait créer 600 emplois permanents.

Pour Mirabel, un aéroport qui n'attire à peine que 2,5 millions de passagers malgré sa capacité de 10 millions et dédié désormais aux vacanciers et au tout cargo, on insiste sur l'importance de le maintenir en activité. «Nous ferons en sorte que par la réduction des charges aéroportuaires et la qualité des aménagements, il devienne l'aéroport le plus avantageux pour les transporteurs et les passagers grand tourisme.» Les transporteurs utilisant Mirabel bénéficieront d'une réduction des frais d'atterrissage, d'une révision à la baisse de la politique tarifaire sur certains services et de l'installation de nouvelles passerelles d'embarquement. Dans le tout cargo, ADM procédera à l'agrandissement de l'aire de manœuvre et à l'implantation, en concertation avec le milieu, d'une zone franche «qui aura pour effet de stimuler l'activité import-export de la région».

Si le maire de Mirabel, Hubert Meilleur, a réagi violemment à cette décision en brandissant le spectre de la perte de 5000 emplois directs on estime, chez ADM, que ce couperet pourrait toucher 10 % des employés de Mirabel. Aux représentants syndicaux rencontrés hier, on a parlé d'une ponction variant entre 10 et 15 % découlant de la rationalisation, devant être effective dans 14 mois. M. Meilleur a promis de poursuivre le combat et de tout mettre en œuvre pour renverser cette décision, par une intervention politique et ce, malgré l'appui évident du propriétaire des sites: Ottawa.

CHINE «Les statistiques officielles disent une chose. La réalité est autre.»

SUITE DE LA PAGE 1

du Printemps de Pékin converti au capitalisme, voici Han Dongfang l'ouvrier, le cheminot, le chantre des syndicats indépendants.

Le «miracle économique chinois», dit Han, est largement un leurre. Un leurre qui cache une misère économique croissante et une exploitation économique qui n'est balisée par aucune loi autre que celles du marché et de l'arbitraire étatique. Les taux de croissance phénoménaux (10, 15, 20 %) dont on nous rebat les oreilles ne disent pas la toute la réalité, loin s'en faut.

Dans ces usines d'assemblage électronique ou de textile de Shenzhen et de Canton, règnent, selon Han, des conditions de «capitalisme primitif pire que celui du 19e siècle en Occident».

Sur les traces de Lech Walesa, Han rêve d'organiser un mouvement ouvrier indépendant en Chine. Mais ce cheminot qui a exercé son métier de 1984 à 1989, a du chemin à faire avant d'y arriver.

Organisateur d'une très éphémère Fédération autonome des travailleurs de Pékin, détruite après deux semaines d'existence au printemps 1989, fugitif après le funeste 4 juin de la même année, il a été placé en tête de la «liste noire» des dissidents les plus recherchés, avant de se constituer volontairement prisonnier.

Il dut ensuite subir, 22 mois durant, les mauvais traitements typiques des géolés chinoises — où il attrapa notamment la tuberculose —, avant d'être libéré et d'aller se faire soigner aux États-Unis.

Depuis 1992, bloqué à la frontière, *persona non grata* dans son propre pays, il s'est installé à Hong-Kong, d'où il publie le *China Worker's Bulletin* («Bulletin des ouvriers de Chine»), dans lequel il centralise les informations disponibles sur les mouvements syndicaux indépendants et les répressions anti-ouvrières dans l'Empire du Milieu.

Han a manifesté en tête l'exemple polonais. À la fin des années 70, avant même l'éclosion du mouvement Solidarité à l'été 1980, deux syndicats indépendants s'étaient mis en place un peu partout en Pologne, embryon d'une contestation sociale et même politique qui fera trembler sur ses bases le pouvoir communiste d'alors... avant de renverser carrément le pouvoir huit ans plus tard.

«Oui, c'est vrai, admet-il, le mouvement Solidarité m'a inspiré. Nous voulons protéger les intérêts des ouvriers au niveau de l'entreprise, c'est fondamental pour nous.» Han reconnaît qu'une telle action «a des aspects politiques», tout en insistant pour dire qu'il ne veut pas d'un mouvement qui lutterait pour le pouvoir politique.

L'idée, typique de «Solidarité 1» (1980-81), d'un mou-

vement syndical qui resterait scrupuleusement en-deçà de l'action directement politique, lui est très chère.

«L'expérience polonaise me dit que lorsque le syndicat prend le pouvoir, il risque de se détacher des ouvriers.»

On n'en est pas là en Chine, il s'en faut de beaucoup. En attendant, ce jeune homme dans la trentaine prend son bâton de pèlerin et parcourt le monde pour faire connaître sa cause.

Le miracle économique chinois est une tromperie croit Han Dongfang, qui pense que les chiffres impressionnants qu'on lit sur l'économie chinoise, ne reflètent pas la réalité vécue par la grande majorité de la population. «Les statistiques officielles disent une chose. La réalité est autre», pense-t-il.

Han, qui doit s'exprimer demain à Toronto lors d'un colloque (organisé par le Centre des libertés et des droits démocratiques d'Ed Broadbent) sur les rapports entre le commerce et les droits de la personne, rapporte quelques faits méconnus qui composent l'envers du «miracle économique chinois».

■ Quelque 10% des 150 millions d'ouvriers chinois doivent endurer des retards appréciables dans le paiement de leurs salaires. On sait qu'en Russie et en Ukraine par exemple, ce problème est devenu explosif dans les mines.

■ Tous les jours, des milliers d'ouvriers chinois font grève sans que le monde n'en soit informé, très souvent pour cette raison du non-paiement de leurs salaires. Ces mouvements de protestation, pour la plupart spontanés et sans lendemain, sont réprimés sans ménagement.

■ Par exemple, à Paicheng dans le Nord, quelque 20 000 ouvriers du textile ont cessé le travail en mai 1995. Les pouvoirs locaux ont dépêché 10 000 policiers et soldats pour forcer le retour immédiat au travail.

■ Entre 40 et 50% des entreprises publiques sont déficitaires et menacées de fermeture, ce qui propage l'angoisse du chômage.

■ Le travail forcé, notamment des prisonniers, fait partie du quotidien des entreprises de la Chine du Sud. Cela est particulièrement vrai, dit Han, dans les *joint-ventures*.

Tout cela devrait faire réfléchir les hommes d'affaires — y compris des Canadiens — qui affluent en Chine pour y faire de l'argent. «Je n'ai rien contre les hommes d'affaires qui veulent faire de l'argent. Mais je leur conseille de réfléchir à l'éthique, à la morale des affaires. Peut-on fermer les yeux sur le travail forcé, sur le travail des enfants? Chez vous, vous avez des lois contre ça. Chez nous, rien.»



CLINIQUE CAPILLAIRE
INTERNATIONALE INC.

& membre associé Hairfax



INTÉGRATEUR-
VOLUMATEUR

LA MICRO-GREFFE

- UNE TECHNIQUE SÛRE ET EFFICACE
- UNE INTERVENTION CHIRURGICALE MINEURE
- UN RÉSULTAT PERMANENT

Céline Simard, dir.
consultante

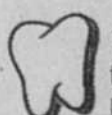
1832, Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4
(Métro Guy) Tél.: (514) 935-6616

DENTISTE

DENTUROLOGISTE

- SERVICE DE DENTISTERIE ESTHÉTIQUE
- SERVICE DE CHIRURGIE BUCCALE ET IMPLANTS DENTAIRES (PAR SPÉCIALISTE)
- SERVICE DE PROTHÈSE SUR IMPLANT

Dr Michel Lefort, D.M.D.
Guylaine Brouillette, D.D.



1832 Sherbrooke ouest, Montréal, Qc H3H 1E4
tél.: 939-2600

Métro Guy, sortie St-Mathieu

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSEES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camélot et
pour les abonnements postaux.

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

CULTURE

Micheline Charest, présidente des Films CINAR

Miser sur nos forces plus que sur nos faiblesses

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Dans une allocution présentée hier lors du déjeuner-causerie de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la présidente des Films CINAR, Micheline Charest, n'a pas été tendre envers le rapport Juneau. Selon elle, la politique canadienne de l'audiovisuel devrait davantage miser sur la promotion des industries culturelles que sur la protection de la culture canadienne.

«Protéger la culture est un objectif faussement rassurant, dit-elle. Notre véritable objectif devrait être d'avoir une culture québécoise et canadienne forte et, si nous devons les protéger, de quel genre de protectionnisme parlons-nous; ces mesures seront-elles acceptables dans le contex-

te de l'ALENA, et nous permettront-elles de prospérer en crise économique permanente?»

Les Films CINAR produisent et distribuent des programmes destinés aux enfants et à la famille partout au monde. Leur catalogue contient 30 séries télévisées totalisant plus de 600 demi-heures de programmation. Distribuées dans plus de 100 pays, les productions de CINAR comprennent surtout des émissions d'animation, mais davantage de dramatiques depuis cinq ans, comme *Les Jumelles Dionne*.

Micheline Charest reproche au rapport Juneau de vouloir démanteler la SRC qui demeure, selon elle, un exemple unique au monde de télévision publique qui obtient autant de succès. Elle s'insurge donc contre l'abandon de la publicité par la société d'Etat et l'imposition d'une

taxe comme source de financement.

«La publicité ne dicte pas la programmation à la SRC, malgré ce qu'on en dit. S'il y a des problèmes de grille et de programmation, ils peuvent être résolus. Plutôt que de chercher à saupoudrer ses ressources financières dans un esprit égalitaire, la télévision publique devrait s'entendre avec les producteurs qui ont démontré leur capacité de produire de la qualité tout en étant capables de réunir les ressources financières pour le faire.»

En d'autres mots, Mme Charest prône un partenariat dynamique entre les secteurs privés et publics à la télévision. Elle croit que la politique canadienne devrait reposer sur la reconnaissance de cette dimension industrielle; sur une ouverture à l'international et, enfin, sur une cohérence et une lucidité dans les inter-

ventions réglementaires. Mais les producteurs ont également des responsabilités, selon elle.

«Il est décevant de voir le peu d'enthousiasme manifesté par un grand nombre de producteurs québécois à capitaliser sur leurs succès locaux. L'industrie a l'obligation d'aller au-delà de ce cycle, et de miser sur ses réalisations pour diversifier ses sources de revenus et ainsi s'affranchir progressivement des fonds publics.»

Micheline Charest croit que, en raison des nouvelles technologies, l'invasion américaine est imparable. L'industrie télévisuelle canadienne doit donc s'y adapter et vite. «C'est pourquoi l'ensemble des intervenants gouvernementaux doivent opérer stratégiquement pour développer l'industrie, ce qui n'est pas un objectif anti-culturel en soi.»

CONCERTS CLASSIQUES

Une visite inoubliable

OSM
Erich Wolfram Korngold: *Prélude et Sérénade extraits de la suite Der Schneeman*; Berthold Goldschmidt: *Concerto pour violoncelle*; Antonin Dvorak: *Concerto pour violoncelle en si mineur, op. 104*.
Yo-Yo Ma, violoncelle; Orchestre symphonique de Montréal, dir. Charles Dutoit.
Salle Wilfrid-Pelletier, le 20 février 1996; reprise le 21 février.

FRANÇOIS TOUSIGNANT

Grande soirée à l'OSM hier soir. Non seulement recevait-on un des plus grands violoncellistes de l'heure, mais en plus, on enregistrait un disque en direct pour la première fois. Cette heureuse conjonction a eu comme résultat une salle Wilfrid-Pelletier archi comble (même le balcon était ouvert pour l'occasion et, à la billetterie, on annonçait que le concert se donnait à guichet fermé! phénomène rare en ces temps troubles et qui portera peut-être fruit).

À la hauteur des attentes suscitées, Yo-Yo Ma a électrisé la foule. Il y a longtemps qu'on a entendu un violoncelliste maîtriser autant son instrument. Il remplit la salle comme par miracle avec sa sonorité chaude, pleine et subtile. Une qualité rare en soi et qui impressionne, mais pas autant que la musique qu'il sait faire.

Par sa seule présence, l'orchestre et le chef étaient subjugués. Dans le concerto de Dvorak, qui lui a valu une ovation monstre, la communion entre tous les participants était remarquable. Le soliste approche cette partition un peu comme de la musique de chambre, jouant et dialoguant avec chacun des pupitres quand l'occasion s'en présente, se soudant en une sorte de pensée commune avec le chef.

Il faut dire que Dutoit semblait en grande forme et dirigeait spécialement bien; que ce chef est beau à voir quand il est inspiré de la sorte; que de merveilles ne fait-il pas ressortir de sa formation! Et que dire de l'OSM sinon qu'il a rendu cette partition avec un souffle que peu d'enre-

gistement nous font partager.

Si cette version du concerto de Dvorak restera longtemps dans la mémoire du public, on ne saurait en dire autant du concerto de Goldschmidt que la maison Decca London enregistrait. Petits flottements dans les cordes, les violons surtout au premier mouvement, nervosité évidente de la part de tous, sauf du soliste. Yo-Yo Ma a de l'assurance à revendre. Ce qui est plus décevant, c'est le choix de l'œuvre. Que d'ennui dans ce concert.

Je reconnais volontiers le premier qu'il est bon de connaître le maximum de répertoire du vingtième siècle, et que certains compositeurs ont été malheureusement mis au rancart par le parcours douloureux de dire. Cela ne veut cependant pas dire que toute cette production censurée soit bonne, loin de là. Elle aurait probablement connu l'oubli même en d'autres circonstances. N'était la tendance à justifier une certaine production artistique par le sort qu'on lui a fait subir, beaucoup de cette musique ne sortirait pas des tiroirs. Et, ne l'oublions pas, il y a de la musique de dégénéré qui, elle, a malgré tout continué à vivre: Schenberg, Stravinski, Weil et Hindemith en sont la preuve.

Donc, du concerto de Goldschmidt, pas grand chose à dire. Un premier mouvement qui s'éternise, un deuxième assez poétique et un finale anémique. Quelques couleurs expressives sont intéressantes, et l'utilisation du violoncelle, qui brille surtout dans les registres extrêmes, est très idiomatique. Ce n'est pas avec cela qu'on fait un chef-d'œuvre. Heureusement que c'était bien interprété par le soliste. Souhaitons que l'orchestre sera en meilleure forme ce soir pour que l'enregistrement lui rende justice.

En début de programme, deux courts extraits de la suite *Der Schneeman* de Korngold (un autre «dégénéré» que Hollywood a rendu célèbre). Ça chante bien, c'est assez joli, sans rien casser. Bref, un concert à la mode, qui fait courir le monde et qu'un soliste de grande classe sauve d'un ennui mortel. Car l'événement, ineffaçable, c'est la présence de monsieur Ma. Cela, on ne l'oubliera jamais! Parole.

ANALEKTA LANCE LES CONCERTS D'AMÉRIQUES

La maison de disques Analekta et les Jeunesses musicales du Canada lancent Les Concerts d'Amérique, un nouveau bureau de tournées qui favorisera la circulation de nos meilleurs artistes de concert, au Québec, au Canada et partout en Amérique. Pour sa première année d'activité, les musiciens suivants donneront le coup d'envoi: la violoniste Angèle Dubeau, le pianiste Dang Thai Son, le guitariste Alvaro Pierrri, le groupe Strada et la Bande Magnétique.

Le CCA acquiert les archives de Cedric Price

Des milliers de documents sur une figure centrale de l'architecture contemporaine

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le Centre Canadien d'Architecture (CCA) a fait l'acquisition des archives de l'architecte britannique Cedric Price. Le fonds comprend plus de 7000 estampes et dessins, des maquettes et d'environ 180 pieds linéaires de documents. Ces archives couvrent la période de 1953 à 1981.

Cedric Price est né en Angleterre en 1934. Il est considéré comme une des figures centrales de l'architecture de l'après-guerre. Ses idées, souvent critiques et radicales, ont fortement influencé les productions des dernières décennies.

Cedric Price est le pionnier du *non-building*. Il favorise le recyclage des édifices existant ou alors la construction d'espaces transformables, pouvant s'adapter à de nouveaux besoins. On répète par exemple que, sans lui, le Centre Pompidou, de Paris, aurait été impensable.

«Il n'a pas beaucoup construit, mais ses conceptions ont marqué les productions des autres architectes en Angleterre et ailleurs dans le monde», a souligné hier Howard Shubert, conservateur associé de la collection

des dessins et estampes du CCA. Nous sommes donc extrêmement heureux de cette acquisition.»

Le CCA n'a pas dévoilé le montant de l'entente. «Monsieur Price a été très généreux», tient tout de même à préciser le conservateur Shubert.

Les archives rassemblent donc des milliers d'esquisses de la main de Price et plusieurs maquettes, dont celle du célèbre *Fun Palace*, restée en l'état, mais qui a frappé l'imagination des concepteurs de Beaubourg. On y retrouve aussi la correspondance de l'architecte et des photographes de chantiers. Les projets documentés comprennent des dessins d'étudiants exécutés à Cambridge et à l'Architectural Association, mais également des pièces issues des principales réalisations de Price comme *London Zoo* (1961), *Potteries Thinkbelt* (1964), *Inter-Action Center* (1971) et *Generator* (1976).

Avec ce dernier projet, réalisé en Floride pour la Gilman Paper Company, Price a tenté de créer des conditions de possibilités idéales, voire irréalisables, plutôt que de simplement résoudre des problèmes soulevés par le bâtiment. «Il se fiche généralement de savoir si la réponse relève ou non de l'architecture», a déjà remarqué le critique Reyner

Banham. «Parfois la réponse au problème n'est même pas un édifice», rajoute le conservateur Howard Shubert.

Idees de gauche

À l'époque, le *Generator* avait reçu les éloges de plusieurs observateurs qui y avait même vu «le premier bâtiment intelligent du monde». Price, dont les idées politiques sont franchement de gauche, n'a jamais ménagé ses collègues, qu'il accuse d'être à la solde des puissants. Il est aussi un observateur sympathique des possibilités de libération encore offertes par la technique, à une époque où il est souvent de bon ton de la critiquer. Pour lui, rien n'est sacré et tout doit au moins être envisagé. Il a par exemple déjà suggéré de couvrir une partie de la Tamise, au cœur de Londres, pour transformer en parc la rivière maintenant «inutile» comme lieu de transport.

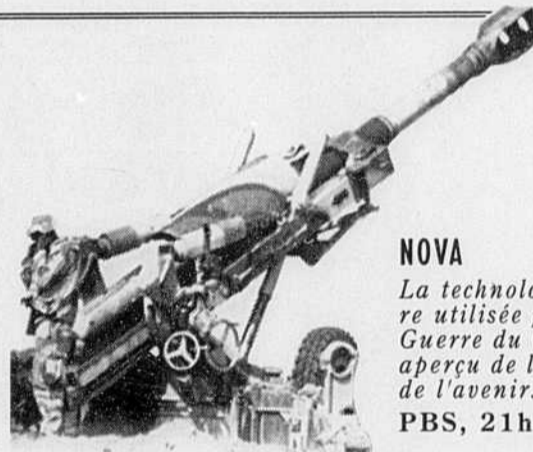
Cedric Price travaille toujours. Le CCA a conclu une entente qui pourrait éventuellement lui permettre d'acquiescer sa production plus récente. La date d'arrêt de 1981, fixée aléatoirement, pourrait donc changer.

N'empêche, cette décision de «muséifier» une production récente, qui n'a pour ainsi dire pas encore

subi l'épreuve du temps, peut sembler prématurée. Le conservateur du CCA répond alors que son établissement est voué à l'étude de l'art architectural passé bien sûr, mais aussi présent.

Il faut dire que de ce point de vue, les œuvres et les travaux de Cedric vont se retrouver en bonne compagnie modernes et contemporaines dans les coffres du musée de la rue Baile, à Montréal. L'établissement a récemment enrichi sa collection de l'après-guerre de 700 dessins de Mies van der Rohe des années 40 et 50; 400 études préliminaires et croquis de même que 1500 documents annexes et photos de Le Corbusier, réalisés entre 1958 et 1965, c'est-à-dire à l'époque des travaux de Chandigarh, Strasbourg, Brasilia, Bagdad et Zurich; une cinquantaine de dessins d'Alison et Peter Smithson; et les archives de Peter Eisenman des années 1950 à 1989, y compris 12 000 dessins, maquettes et documents.

Les archives de Cedric Price seront cataloguées pendant l'année. Elles seront accessibles aux chercheurs dès l'an prochain. Une exposition pourrait permettre de voir une partie de cette collection exceptionnelle d'ici la fin de la décennie.



NOVA

La technologie militaire utilisée pendant la Guerre du Golfe et un aperçu de l'armement de l'avenir.

PBS, 21h

LE POINT

Toute l'émission porte sur le Soudan. À voir.

Radio-Canada, 22h25

CINÉMA AU PETIT ÉCRAN

AU CLAIR DE LA LUNE

(4) Can. 1982. Comédie fantaisiste de A. Forcier avec Michel Côté, Guy L'Écuyer et Lucie Milville. Un albinos à l'esprit fantasque se lie d'amitié avec un ancien champion du jeu de quilles.

Canal D 9h

CENT RANCUNES

(4) (Hard Feelings) Can. 1982. Drame psychologique de D. Duke avec Carl Marotte, Charlene Woodard et Vincent Bufano. En butte à des difficultés familiales, scolaires et sentimentales, un adolescent fait son milieu pour se rendre à New York.

Canal D 13h

THE BAD AND THE BEAUTIFUL

(3) E.-U. 1952. Drame psychologique de V. Minnelli avec Lana Turner, Kirk Douglas et Dick Powell. Un producteur en faillite fait appel à des vedettes qu'il a lancées.

PBS 23h30

PORTION D'ÉTERNITÉ

(4) Can. 1989. Drame social de R. Favreau avec Danielle Proulx, Marc Messier et Patricia Nolin. Une femme cadre du ministère de la Santé enquête sur les activités d'un laboratoire spécialisé en manipulations génétiques.

SRC 23h30

LA VENGEANCE D'UNE FEMME

(3) Fr. 1989. Drame psychologique de J. Doillon avec Isabelle Huppert, Béatrice Dalle et Jean-Louis Murat. Croquant que son mari s'est suicidé après avoir été abandonné par sa maîtresse, une femme pousse une amie à lui avouer qu'elle est celle-ci.

RQ 23h

(1) Chef-d'œuvre (2) Excellent (3) Très bon (4) Bon (5) Passable (6) Médiocre (7) Minable.

À LA TÉLÉ
CE SOIR
NE MANQUEZ PAS
PAULE DES RIVIÈRES

L'ENFER C'EST NOUS AUTRES

Julie est au complexe Desjardins et porte une robe de trente pieds de hauteur pour souligner une exposition de ses robes.

Radio-Canada, 19h

LES GRANDS QUÉBÉCOIS DE L'INVENTION

Michel Barrette anime la deuxième édition du concours des Grands prix québécois de l'invention lancé par le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie du Québec et l'Ordre des ingénieurs.

TVA, 20h30

CANAUX	16:30	17:00	17:30	18:00	18:30	19:00	19:30	20:00	20:30	21:00	21:30	22:00	22:30	23:00	23:30
RC	2 2 4 4	L'Infernale Machine du Dr V	Watatatow	Que le meilleur gagne	Ce soir	L'Enfer c'est nous autres / Sweet People	Moi et l'Autre	Sous un ciel variable	Direction: sud	Le Téléjournal	Le Point / Soudan (22:24)	Nouvelles du sport (23:10) / Météo (23:35)	Cinéma / PORTION D'ÉTERNITÉ (4) avec Danielle Proulx, Marc Messier		
TVA	4 5 6 6	C. Lamarche / Grands-parents fous de leurs petits-enfants (16:00)	Mongrain	Le TVA	Piment fort / Serge Chapleau, Christian Tétrault, Pierre Légaré	La Poule aux oeufs d'or	Ent' Cadieux	Gala des Inventeurs	Le TVA	chaBada / Bruno Pelletier, Pierre Marcotte, Jacques Languirand	Le TVA Sports / Loteries (23:52)				
RQ	15 17 24 30 46	David le gnome	As-tu vu ça?	Mais où se cache Carmen Sandiego?	Passe-Partout	La Maison de Oumzie	Le Québec aujourd'hui	Nations	Zap	Visa Santé	Expédition	Cinéma / LA VENGEANCE D'UNE FEMME (3) avec Isabelle Huppert, Béatrice Dalle			
TQS	2 4 16 30 35 49	Écoute-moi (16:00)	Le Grand Journal	Guerre des clans	Flash	Hockey / Canadiens - Whalers		Besoin d'amour / Claude Poirier	Grand Journal	Sports Plus	Sports Plus extra / Valerio Gazzola				
CTV	5 6 4	Family Matters	The Simpsons	Fresh Prince of Bel-Air	Newswatch	Adrienne Clarkson Presents	This Hour Has 22 Minutes	Comics	The Nanny	CBC News	News	Taxi			
ABC	8 13	Oprah (16:00)	Home Videos	Home Improv.	Newsline	Wheel of...	Jeopardy!	Ellen	Drew Carey Show	Home Improv.	Naked Truth	Law & Order	CTV News	Nightline	
CBS	8 13	Ricki... (16:00)	News	Roseanne	Seinfeld	E.T.	3rd Rock...		Grace Under Fire			Taking the Falls		Pulse	
CBS	22	Mutant League	Baywatch	News	Roseanne	Home Videos						Primetime Live	News	Nightline (23:35)	
NBC	3 8	Fresh Prince	The Simpsons	Seinfeld	News	CBS News	E.T.	Dave's World	Louie Anderson	Cinéma / THE GOOD DOCTOR: THE PAUL FLEISS STORY avec Michael Gross, George Segal				The Late Show (23:35)	
NBC	5 10	Oprah (16:00)	News	Coach	News	CBS News	Wheel of...	Jeopardy!				Law & Order		The Tonight Show (23:35)	
PBS	33 57	Gargoyles	Jeopardy!	Inside Edition	NBC News	Home Improv.	Wheel of...	Future of Crime Fighting	Dateline NBC	Law & Order					
PBS	33 57	J. Jones (16:00)	Live at Five		American Jml	Extra									
PBS	33 57	Wishbone	C. Sandiego	Bill Nye	NewsHour	Nightly Bus.	Points North	The Churchills				Survival Special / Dappled Cats	Cinéma		
PBS	33 57	C. Sandiego	Bill Nye	Wishbone	ITN News	Nightly Bus.	NewsHour	Nature / Pandas of the...	Nova / War Machines of...	Survival Special / Dappled Cats	Rising Damp	Van der Valk			
ONT	6 24	The Young and the Restless	Global News	Current Affair	Town &...	Wilderness	My Partners...	Heart of...	Millenium	Get Serious	Global News	Sports			
ONT	6 24	...School Bus	Polka Dot	Bananas/Tots	CRO	Bill Nye	Global Family	Wine Course	Studio 2 (20:05)	The Tide of Life (1/3)	Jane Rule	Champagne Safari			
TSN		Curling / Scott Tour. (14:30)	Motoring '96	Ski Report	Sportsdesk	Inside Sports	Curling / Tournoi des Coeurs			Be a Player!	Sportsdesk				
RDS		Planche à voile	Champ. Superbike	Qc motoneige	Sports 30 Mag					Sports 30 Mag	Mag. olymp.				
TV5		Pyramide	Journal suisse	Visions/Gour.	Des Chiffres...	Studio Gabriel	Journal FR2	Envoyé spécial		Que reste-t-il de nos...	(21:25) Paris...	(22:10) Journal belge	Studio Gabriel	Visions	
CF		Spirou	Schtroumpfs	Télé-pirates	Mégabogues	Animatement	Studio (18:56)								
MP		Musique vidéo (16:00)	La Courbe	Planète Rock	Les Bombes	1 x 5	VJ invité: Patrice L'Écuyer	Les Aventures du Grand Talbot	Musique vidéo						
MM		RapCity	The Wedge	Power 30	Daily R.S.V.P.	SuperHitVideo	Fax	Spotlight	The Partridge	DaMix	VideoFlow	Fax	Spotlight		
SE		Tyson (16:40)		Par amour pour Max (18:25)			La Patrouille				La Partie décisive (21:45)	Profil bas (23:20)			
YTV		Rugrats	Flintstones	Family Ties	Super Dave...	Garfield and...	Santo Bugito	Are You Afraid	Madison	Tarzan	Super Dave...	Whose Line...	Neon Rider	Snowy River: McGregor Saga	
TVI			As-tu vu ça?	Meilleur gagne	Le TVA	Piment fort	Watatatow	Ent' Cadieux	Horaire TVI			chaBada			
RDI		Jml FR2 (16:00)	Aujourd'hui	Euronews	Au travail!	Monde ce soir	Capital Actions	Reportages / Kaska ta vie	Le Téléjournal	Maison neuve à l'écoute	Le Canada aujourd'hui	Sport			
D		Mission (16:00)	Le Saint	Animalier: volcans des mers	Science		L'Ouest, le vrai	Têtes d'affiche: M. Monroe	Les Envahisseurs		Cinéma / COPIE CONFORME				